ANNEXES NOMINATIVES

SOMMAIRE

ANNEXE N°1 – POLICIERS RÉSISTANTS 3
AVOUAC Jean Félix (Secrétaire de police) 3
BEAUD Clément, Marius (Gardien de la paix) 4
BIGEARD Jean, Sébastien (Inspecteur) 5
BONHOMME Alphonse (Gardien de la paix) 5
BRIE Robert, Abel (Commissaire) 6
CLÉMENT Pierre, Jacques, Marius (Inspecteur) 7
COURTHALIAC Eugène, Isidore (Gardien de la paix) 8
DELAYGUE Roger, Albert, Hippolyte (Inspecteur sous-chef) 9
FACHAUX Marcel, Émile (Sous-brigadier) 10
HAAS Arthur, Joseph (Brigadier) 11
HELTEN Émile (Brigadier-chef) 12
OLLIER Marcel, Lucien (Inspecteur de police) 13
PERREAU André, Ernest, Marie (Sous-brigadier) 14
SAVANIER Gabin (Gardien de la paix) 15
VALEZ Marceau, Frédéric, François (Sous-brigadier) 16
ANNEXE N°2 – RÉSISTANTS LOCAUX 17
ANDRIEUX François, Émile dit « Émile » (1884-1961) 17
BECKER Paul, Bénédic (1887-1975) 18
BILLOT Henri, Eugène, Jean, Marie (1890-1979) 19
CHABANNES Jean, Marie (1922-1944) 20
CHABRIER Marie, Élie, Victor, dit Élie (1894-1967) 21
CHARBONNIER Jean-Pierre, Clément, dit Clément (1882-1945) 22
CHAS Henri, Jules, Ernest (1900-1945) 23
CHOMET Edmond, Félix, Albert (1922-1944) 24
GIROUD André, Henri (1912-1945) 25
JOULIAN Jean (1888-1969) 26
MERCIER Robert, Louis (1907-1984) 27
MEYSSONNIER Edouard, Marius (1923-2003) 28
MIRMAND Victorien, Adrien, Joseph, François dit Joseph (1899-1944) 29
MONCHALIN Paul, Ferdinand (1904-1975) 30
MONTEILHET Louis, Pierre (1913-1992) 31
PAYS Jean, Marie, Pierre (1905-1988) 32
PERRE Honoré (1915-1977) 33
PERRE Romain, Jean, François, Régis (1912-1977) 34

PESTRE Pierre (1896-1976) 35
SOLELHAC Eugène, Adolphe (1903-1967) 36
ZAPALSKI Serge, Ladislas, André (1911-2001) 37
ANNEXE N°3 – COLLABORATEURS LOCAUX 38
BERNARD Pierre, Marcel, Barthélémy dit Marcel (1889-1945) 38
BRIVES Georges (1897-1944) 38
GUICHARD Jean, Baptiste (1890-1944) 38
LETELLIER D'AUFRESNE Paul, Pierre, Frédéric, Léon (1895-1988) 38
PARRAT Ferdinand (1923-1986) 39
TOURAUD Raymond, Fernand (1905-1944) 39

ANNEXE N°1 – POLICIERS RÉSISTANTS

- **AVOUAC Jean Félix (Secrétaire de police)**

Né le 12 janvier 1917 au Puy (Haute-Loire), il est soldat appelé de la classe de 1937, incorporé à la Base aérienne de Tours en novembre 1938 en qualité de soldat de 2e classe affecté à la 1ère compagnie, puis est nommé au grade de caporal à compter du 1er mai 1939, puis au grade de caporal-chef à compter du 16 nov. 1939. Affecté à la section de défense et de sécurité de la Compagnie de l'Air 20/121, il se met en route le 19 mars 1940 sur le secteur postal 21. Affecté à l'Etat-major de la 3e division aérienne par ordre de mutation du 7 juin 1940 de la Zone d'opérations aériennes Est, il passe à l'Etat-major de la 3e division aérienne de l'Etat-major de la Base aérienne avant d'être affecté à la 1ère cie administrative, bataillon de l'Air 127. Il est renvoyé dans ses foyers le 4 août 1940 et se retire au Puy. Marc Breton, chef du réseau du même nom (du mouvement Combat) atteste qu'il a pris part dans le cadre de ses possibilités aux opérations de Résistance du mois de juillet 1941 au début de l'année 1942 à Mâcon (Saône-et-Loire) avant d'entrer au service de l'Armée Secrète en Haute-Loire en 1942, puis d'intégrer les MUR au début de l'année 1943. Connu sous les pseudonymes de « Parmentier » ou « Agent 3.200 », il devient l'adjoint au chef départemental du Service de renseignement des MUR, Paul Becker alias « capitaine Benoît ». Dans le cadre de ses fonctions au commissariat du Puy, il produit notamment de faux papiers et des cartes d'alimentation à des réfugiés de confession juive tout en aidant la Résistance (évasions ; cache d'armes ; renseignements divers et variés etc.). Au mois de novembre 1944, il est nommé Commissaire du service des renseignements généraux de la Haute-Loire et assure l'intérim après le départ de Dieulot[1] . Commissaire stagiaire au service des renseignements généraux de Moulins en 1945, par arrêté du 23 juin 1950, dans « l'intérêt du service », il est muté en qualité de commissaire de 2e classe au service de la police urbaine de Bully-les-Mines (Pas-de-Calais). Il décède le 9 août 1981 à Bois-Bernard (Pas-de-Calais) à l'âge de 64 ans.

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Médaille de la Résistance française (décret du 15 juin 1946) ; croix du combattant volontaire de la Résistance.

[1] M. de Framond (dir), par T. Alloin *L'administration départementale de la Haute-Loire…*, *op. cit.*, p. 98.

- **BEAUD Clément, Marius (Gardien de la paix)**

Photo de Clément Beaud (archives Danielle Coutarel)

Né le 26 avril 1917 à Saint-Christophe-sur-Dolaizon (Haute-Loire), il est incorporé au 372e Régiment d'Artillerie lourde sur voie ferrée le 15 octobre 1936 et renvoyé sans ses foyers le 15 octobre 1938. Convoqué le 26 mars 1939 au même régiment, il est démobilisé le 18 juillet 1940 à Loriol (Drôme) avec le grade de caporal et se retire à Couteuges. Il devient gardien de la paix de 2e classe au Corps urbain du Puy le 16 mars 1942 et se marie avec Mlle Marie Crouzet à la mairie de Vals-près-Le Puy, le 22 février 1943. À partir du mois de septembre suivant, il devient agent de renseignement et de liaison en lien avec la Résistance au sein du commissariat. Puis, devenu membre à part entière du groupe Lafayette à compter du 15 juin 1944, il participe aux combats de la libération du Puy les 18 et 19 août 1944 où il est tué durant la nuit sur le Boulevard Gambetta suite à l'explosion d'un mortier les armes à la main, et laisse sa veuve enceinte. Il obtient la mention « Mort pour la France » à titre posthume.

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Croix de guerre 39-45 ; médaille de la Résistance française (décret du 30 septembre 2024) ; croix du combattant volontaire de la Résistance ; membre des FFI.

- **BIGEARD Jean, Sébastien (Inspecteur)**

Né le 23 juin 1917 à Constantine (Algérie), il devient garde mobile en congé d'Armistice à Riom de 1940 à 1941 avec le grade de maréchal des Logis, avant de venir au Puy à partir de 1941 et d'exercer les fonctions d'agent administratif, puis d'inspecteur de police l'année suivante. Après avoir été contacté par le capitaine Benoit et Henri Chas au mois de juin 1942 pour intégrer le mouvement Combat puis les MUR, à compter de novembre 1942, il est agent de liaison entre le chef-lieu de département et les maquis sous le pseudonyme de « Bertrand », ce qui est facilité par sa profession, avant de devenir adjoint du capitaine Benoit, chef du service de renseignement des MUR, pour le secteur du Puy, ce qui permet d'alerter et sauver des patriotes menacés par la Milice ou la Gestapo. À son actif, on peut notamment relever qu'il remet les plans de la Caserne Romeuf, des poudrières et de leur contenu à Henri Chas, responsable « Action » des MUR ce qui s'avérera plus qu'utile par la suite. Du 6 juin au 21 octobre 1944, il intègre les rangs du groupe Alain du capitaine Lucien Rongier en qualité de chef de groupe, un groupe qui est alors stationné à Allègre. À ce titre, il participe notamment aux combats de Bleu et de la libération du Puy au mois d'août 1944, notamment en qualité de chef de pièce à un fusil-mitrailleur. Après la guerre, il réside à Charnay-lès-Mâcon (Saône-et-Loire) et décède en 1971.

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Croix du combattant volontaire de la Résistance.

- **BONHOMME Alphonse (Gardien de la paix)**

Né le 31 juillet 1913 au Puy (Haute-Loire) et galochier de profession, il est rappelé à l'activité le 5 septembre 1939 et affecté au 86e Régiment d'infanterie quelques jours plus tard. Fait prisonnier de guerre le 20 juin 1940 à Charmes (Vosges), il est alors retenu en captivité au camp de Charleville (Frontstalag n°190) avant de parvenir à s'évader le 7 janvier 1941, puis d'être démobilisé au Puy, le 15 janvier suivant. Rentré dans la Police d'Etat au Puy en qualité de gardien de la paix, le 1er novembre 1942, il est obligé de se réfugier dans le maquis, le 9 octobre 1943, à la suite de l'évasion de l'Hôpital Emile Roux d'un agent de la Résistance blessé et arrêté par la Gestapo avec d'autres responsables de la Résistance de la Haute-Loire (dont Henri Chas et Pierre Perre). À partir de cette date, il travaille alors pour les MUR et effectue de nombreux déplacements entre Borne, Saint-Paulien et Paulhaguet. Incorporé au groupe Lafayette sous les ordres du capitaine Perre, au début du mois d'août 1944, il participe aux combats de la Libération au Puy les 18 et 19 août 1944. Révoqué par décret ministériel du 3 mars 1944, il fut réintégré dans son poste d'agent de police par arrêté d'Henry Ingrand, Commissaire de la République de Clermont-Ferrand, le 14 novembre 1944. Il décède le 28 juin 1999 à Valence (Drôme) à l'âge de 85 ans.

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Médaille des évadés ; croix du combattant volontaire de la Résistance.

- **BRIE Robert, Abel (Commissaire)**

Photo de Robert Brie (archives Luc Rudolph)

Né le 2 décembre 1905 à Vesoul (Haute-Saône), il obtient une Capacité en droit avant d'être diplômé de Sciences pénales de l'Université de Nancy. Il se marie le 16 septembre 1933 à Rans (Jura) avec Mlle Suzanne Pernot avec qui il aura deux enfants. Secrétaire de police municipale à Besançon (Doubs) de 1930 à 1937, il devient par la suite inspecteur stagiaire de police spéciale à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), le 14 octobre 1937, avant d'être nommé commissaire de police de 3e classe à Roanne (Loire) le 21 mars 1938. Mobilisé le 12 septembre 1939, il est démobilisé dès le 15 novembre suivant et classé sergent-chef dans la réserve. Par arrêté du 26 novembre 1940, il est nommé commissaire de police de 3e classe au Puy en remplacement du commissaire Henri Camp et est installé dans ses nouvelles fonctions le 12 décembre suivant par le préfet Belliard. Dès 1942, il aide la Résistance locale et, avec les sept policiers les plus sûrs de son commissariat, intègre le mouvement Combat, puis le service « Action » des MUR du département au titre des renseignements, au mois de janvier 1943. À chaque fois qu'il le peut, il fournit des renseignements précieux aux résistants, en n'hésitant pas à fournir de faux-papiers à ceux qui sont recherchés par les autorités de Vichy. C'est notamment sous son impulsion que les policiers du Puy-en-Velay s'emparent d'un important dépôt d'armes des Allemands et participent activement à la libération de la ville les 18-19 août 1944. Le 24 juin 1944 il est nommé sur place commissaire de police de 2e classe, 2e échelon à compter du 15 février 1944, avant d'être muté comme commissaire de 2e classe (2e échelon) au service de la sécurité publique à Besançon, le 13 février 1945. Le 13 mars 1950, il est muté « dans l'intérêt du service », au service de la police urbaine de Saint-Malo en qualité de commissaire central de police et réside à Saint-Servan, avant d'être nommé à Calais, et enfin commissaire divisionnaire à Douai en tant que chef du district des Houillères Nationales. À sa retraite en 1962, il part s'installer à Toulon (Var), ville où il décède le 19 novembre 1993 à l'âge de 87 ans.

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Chevalier de la Légion d'Honneur (décret du 10 août 1957) ; médaille de la Résistance française avec rosette (décret du 31 mars 1947) ; croix de guerre 39-45 avec étoile de bronze ; croix du combattant 39-45 ; croix du combattant volontaire de la Résistance.

- **CLÉMENT Pierre, Jacques, Marius (Inspecteur)**

Photo de Pierre Clément (SHD Vincennes, Fonds GR 16 P, dossier nominatif n°133275)

Né le 25 juillet 1919 au Puy (Haute-Loire), lors de la Seconde Guerre mondiale, il est affecté au dépôt d'infanterie 131, le 16 avril 1940 et passe au 152e Régiment d'infanterie, le 23 août suivant. Il est successivement promu au grade de caporal à compter du 15 février 1941, puis de caporal-chef à compter du 25 décembre 1941. L'année suivante, il entre dans la police régionale d'État de Clermont-Ferrand par arrêté préfectoral du 20 mai 1942. Libéré provisoirement du service militaire à compter dudit jour, il est mis en route sur le groupe mobile de réserve de Montferrand à compter du 1er juin, puis démobilisé le 28 novembre 1942, date à laquelle il est régularisé comme gardien de la paix par ordre du gouvernement et se retire au Puy. Dès le 27 septembre 1942, il contacte la Résistance où il sert comme agent de renseignement (notamment en lien avec le Lieutenant Solelhac, chef de corps franc du Puy) en fournissant tous les renseignements nécessaires au groupe pour éviter les patrouilles allemandes pendant leurs opérations. Engagé volontaire pour la durée de la guerre au réseau « Marco Polo » - sous réseau « Marceau » - des Forces Françaises combattantes en qualité d'agent PI à compter du 1er mars 1943, il devient inspecteur de sûreté le 1er octobre de la même année. Durant l'été 1944, il prend une part active à l'action aux côtés des Forces Françaises de l'Intérieur en faisant passer de nombreux militaires russes de la Légion Tatare au maquis de Rougeac (notamment dans la nuit du 17 août 1944). Lors de la libération du Puy, il forme une trentaine qui prend une part active à la prise de la ville. En compagnie de deux gendarmes, il s'empare d'une mitrailleuse qui se trouvait sur un camion allemand et avec cette arme dirige un feu nourri sur les positions allemandes, tenant ainsi un poste avancé et particulièrement dangereux. Le 30 septembre 1944, il cesse son activité dans la Résistance et décède le 5 mai 1997 au Puy-en-Velay à l'âge de 77 ans.

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Croix de guerre 39-45 avec étoile de bronze ; croix du combattant volontaire de la Résistance ; croix du combattant 39-45 ; médaille de bronze de la Reconnaissance française (décret du 3 juillet 1951) ; médaille commémorative des services volontaires dans la France Libre n°39 102 ; membre des FFC.

- **COURTHALIAC Eugène, Isidore (Gardien de la paix)**

Photo d'Eugène Courthaliac (SHD Vincennes, Fonds GR 16 P, dossier nominatif n°147838)

Né le 9 avril 1917 à Cayres (Haute-Loire), il est mobilisé comme soldat de 2e classe au 13e Régiment du train-auto au début de la Seconde Guerre mondiale avant d'être démobilisé au mois de juin 1940 et de se retirer en Haute-Loire. Jusqu'au 1er février 1941, il devient chauffeur routier chez M. Chambon, entrepreneur de transports à Costaros, date à laquelle il devient gardien de la paix dans la police municipale du Puy avant d'être reclassé à ce même grade dans la Police régional d'Etat le 1er mai suivant. Chargé de la surveillance d'un agent de liaison de la Résistance à l'Hôpital Emile Roux qui avait été arrêté par la Gestapo, le 9 octobre 1943, il facilite son évasion avec son collègue Alphonse Bonhomme et doit par la suite se cacher dans le maquis aux côtés des membres du groupe Lafayette sous le pseudonyme de « Dupont » et « Auguste » pour éviter son arrestation. Révoqué de ses fonctions, en représailles, sa femme est emprisonnée pendant 11 mois et accouche de leur 2e enfant en prison. À l'été 1944, il participe notamment aux combats de Rossignol (le 7 juin 1944) ; de Saugues (les 10-11 juin 1944), puis de la libération du Puy et du département du 18 au 22 août 1944. Il continue à servir dans sa formation jusqu'au 30 août suivant avant de reprendre son poste au commissariat en qualité de sous-brigadier de police, puis dans le Cantal en raison de l'état de santé de sa femme. Il décède le 9 mars 1986 à Aurillac (Cantal) à l'âge de 68 ans.

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Croix du combattant volontaire de la Résistance ; diplôme officiel décerné par le Président des États-Unis d'Amérique et transmis par le Général de l'armée Commandant en Chef des Forces unies sur le théâtre européen (Dwight D. Eisenhower) ; membre des FFI.

- **DELAYGUE Roger, Albert, Hippolyte (Inspecteur sous-chef)**

Photo de Roger Delaygue sous l'Occupation

Né le 20 mai 1910 à St-Sernin (Ardèche), il entre dans la police municipale au Puy en qualité de gardien de la paix, le 20 juillet 1935. Rappelé à l'activité le 2 septembre 1939, il est affecté au 64e Bataillon de chasseurs alpins. Fait prisonnier de guerre le 17 juin 1940, il est interné au Stalag 124 et s'évade en 1941. Reclassé dans la police régionale d'Etat le 1er mai 1941, il est nommé inspecteur sous-chef de sûreté le 1er décembre 1942. N'ayant pas reçu de distinction honorifique officielle d'aucune sorte après la guerre pour son action dans la Résistance, voici néanmoins en quels termes il est décrit dans un rapport du directeur départemental de la police au mois de septembre 1944 : « *A dirigé son service en bon français ; dans des circonstances difficiles, a su sauver la face au regard de l'occupant, tout en faisant œuvre de patriote (rafles qui ne donnaient que sur le papier ; arrestations fictives ; avertissements préalables aux réfractaires du STO qu'ils étaient recherchés ou aux recherchés par la Milice ; enquêtes infructueuses alors que les patriotes auteurs de prélèvements étaient parfaitement connus. A su laisser à ses inspecteurs toute liberté d'action, pour collaborer à l'œuvre de résistance ; dans le courant de la nuit du 18 au 19 août 1944, a accompagné le Commissaire dans ses visites des postes environnant la caserne et a mené la chasse aux pillards* »[2]. Il décède le 19 janvier 1979 à Pierre-Bénite (Rhône) à l'âge de 68 ans.

[2] Courrier du directeur départemental de la police adressé à M. le préfet de la Haute-Loire, ayant pour objet des « suggestions concernant le personnel du commissariat de Police de la circonscription du Puy » du 17 septembre 1944, AD 43, 1121 W 21.

- **FACHAUX Marcel, Émile (Sous-brigadier)**

Photo de Marcel Fachaux (archives Marie-Thérèse André)

Né le 8 juin 1907 à Lille (Nord), il se marie à Metz (Moselle) le 6 novembre 1930 avec Marcelle Portalier avec laquelle il aura trois enfants. Sa femme étant native du Puy, les jeunes époux viennent s'installer en Haute-Loire et tandis que Madame devient surveillante au service téléphonique des PTT, Marcel Fachaux, après avoir participé à la campagne de France en qualité de maréchal des Logis au sein de DCA, devient quant à lui gardien de la paix dans la police municipale du Puy, le 1er février 1941. Reclassé dans police régionale d'Etat dès le 1er mai suivant au corps urbain de cette même ville, il sera par la suite nommé sous-brigadier, le 1er décembre 1943. C'est sous le pseudonyme de « Maurin » qu'il entre au mouvement Combat au mois de juillet 1942 avec sa femme et devient attaché au Service de renseignement de la Résistance sous les ordres du capitaine Benoît responsable départemental de Combat, puis des MUR l'année suivante. Grâce à son dévouement absolu, au cours des missions qui lui sont confiées, il permet notamment à des centaines d'Israélites et des réfractaires au STO d'échapper aux Allemands en les prévenant à temps ; en les hébergeant ou en leur fournissant de faux papiers ou des cartes de rationnement. Les 18 et 19 août 1944, il prend une part active aux combats pour la libération du Puy en sa qualité d'adjudant FFI. À partir du 22 août 1944, il est affecté au service des Renseignements généraux. Il décède le 13 février 1949 au Puy à l'âge de 41 ans d'une hépato-splénomégalie avec diabète grave contractée pendant la Résistance.

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Reconnu Juste parmi les Nations avec sa femme (décision du 16 mai 2006) ; croix du combattant volontaire de la Résistance ; membre des FFI.

- **HAAS Arthur, Joseph (Brigadier)**

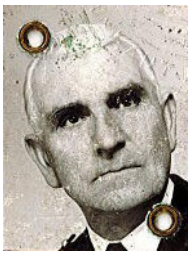

Photo d'Arthur Haas dans sa carte de combattant en 1960 (AD 68, 2369 W)

Né le 26 août 1905 à Aspach-le-Haut (Haut-Rhin), il intègre la police municipale de Thann (Haut-Rhin), le 1er mars 1930 jusqu'à être nommé brigadier de police dans cette même ville, le 1er avril 1938. Mobilisé en 1939 en qualité de maréchal des Logis artificier au 247e Régiment d'artillerie de campagne, il participe à des combats dans le Nord de la France et se voit conférer la croix de guerre avec citation pour son action au combat. Démobilisé le 20 juillet 1940, sa fidélité pour la France l'empêche de rejoindre son poste dans son département natal alors sous domination allemande. Il décide alors de se rendre en Zone Libre, dans la Drôme, et est reclassé dans la police d'Etat à Clermont-Ferrand en qualité de gardien de la paix à la fin du mois de juillet 1941. Puis, dans l'intérêt du service, il est nommé au grade de brigadier de 2e classe (son grade d'avant-guerre) au corps urbain du Puy à compter du 1er avril 1942. Ce sont dans ces nouvelles fonctions, qu'il intègre assez rapidement le service de renseignement de Combat à compter du mois de juin suivant, puis des MUR l'année suivante sous les ordres du capitaine Benoît. En parallèle, du fait de ses origines il assume les fonctions de secrétaire départemental du GERAL (Groupement d'entraide des réfugiés d'Alsace et de Lorraine). Ayant plus d'une fois prévenu des réfractaires au STO ou des Résistants des mesures de police que devaient prendre contre eux la Milice ou les autorités allemandes, il effectue également des liaisons avec certains maquis et assure plusieurs fois le déplacement de certains chefs de la Résistance pour l'entrée et la sortie de la ville du Puy grâce à la voiture cellulaire du commissariat. Lors des combats de la libération du Puy des 18 et 19 août 1944, il constitue une équipe d'agents de police volontaires qui combat sous ses ordres à des postes particulièrement exposés. Ayant cessé toute activité dans la Résistance dès la libération du département le 23 août, l'année suivante, il est promu brigadier-chef à Mulhouse (Haut-Rhin), puis entre dans la première brigade routière de la région, nouvellement créée en 1946, à Strasbourg (Bas-Rhin) en remplissant les fonctions d'adjoint au commandant de brigade, avant de terminer sa carrière en qualité de chef de la brigade des marchés de Mulhouse à partir de 1952. Il prend sa retraite en 1959 et décède le 31 octobre 1977 à Mulhouse (Haut-Rhin) à l'âge de 72 ans.

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Croix de guerre 39-45 avec une première citation (Campagne de France), puis une seconde citation (pour son action dans la Résistance) ; croix du combattant volontaire de la Résistance ; croix du combattant 39-45 ;

- **HELTEN Émile (Brigadier-chef)**

Photo d'Émile Helten dans sa carte de combattant en 1928 (AD 57, 1001W67/1)

Né le 16 mai 1899 à Lucy (Moselle), il est incorporé dans l'Armée allemande en qualité de soldat de 2e classe et intègre le 8e Régiment d'artillerie de campagne (1ère batterie) à Bischwiller (Bas-Rhin) le 20 juin 1917. Hospitalisé à Haguenau pour épanchement de synovie, le 17 décembre 1917, il est renvoyé à la troupe et passe au 270e Régiment d'artillerie de campagne (2e batterie) sur le front français, du 13 février 1918 au 28 novembre 1918. Entré dans la police d'Etat comme gardien de la paix à Metz (Moelle) le 1er octobre 1920, il se marie dans cette même ville le 1er mars 1924. Mobilisé en qualité d'Inspecteur de Police Spéciale à Thionville (Moselle) au début de la Seconde Guerre mondiale, il est finalement expulsé d'Alsace par les Allemands à l'été 1940 et se réfugie alors dans le Massif Central où il est reclassé en qualité de brigadier-chef des gardiens de la paix à Vichy au mois de décembre 1941, puis au corps urbain du Puy l'année suivante. C'est dans ces nouvelles fonctions qu'il devient agent de renseignement et de liaison des MUR au début de l'année 1943 et communique ainsi de nombreuses informations au service du capitaine Benoît sur les opérations des troupes d'occupation du fait de ses compétences linguistiques en langue allemande. Facilitant les opérations armées de la Résistance dans le bassin du Puy, il établit par ailleurs de faux papiers et aide de jeunes réfractaires au STO à passer dans le maquis, etc. Les 18 et 19 août 1944, il participe activement aux combats de la libération du Puy à la tête d'un groupe d'agents de police. Après la guerre, il retourne travailler à Thionville (Moselle), puis à Barbaste (Lot-et-Garonne) à sa retraite dans les années 50, une ville où il décède le 11 mars 1969 à l'âge de 69 ans.

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Croix de guerre 39-45 avec étoile de bronze ; croix du combattant volontaire de la Résistance ; croix du combattant 14-18.

- **OLLIER Marcel, Lucien (Inspecteur de police)**

Photo de Lucien Ollier (archives Michèle Michaud)

Né le 25 mai 1918 à Vals-près-Le Puy (Haute-Loire), il est engagé spécial par devancement d'appel le 16 février 1937, pour deux ans, à l'Intendance militaire du Puy au titre du 405e Régiment d'artillerie anti-aérienne de Sathonay pour effectuer une spécialité de « grenadier classé ». En activité lors de la déclaration de guerre du 2 septembre 1939, il est affecté ledit jour à la 133e Batterie de DAT du même régiment avant de passer à la 14e Section des commis ouvriers d'administration le 18 mai 1940, puis à la 8e Section de COMA et affecté à la Station Magasin de Châlons-sur-Saône (Saône-et-Loire) le 21 mai 1940. Démobilisé le 30 juillet suivant, il se retire au Puy et entre dans la police municipale en qualité de gardien de la paix le 1er février 1941, avant d'être reclassé dans la police régionale d'Etat au mois de mai suivant. Le 26 du même mois il se marie dans sa ville natale avec Mlle Marie, Rose Mallet avec laquelle il aura deux filles. Ayant intégré le mouvement Combat dans le courant de l'année 1942, il intègre ensuite les MUR au début de l'année 1943. Profitant de ses fonctions, il fournit de fausses cartes d'identité aux réfractaires au STO, mais également aux personnes de confession juive et assure des missions de renseignement et de liaison avec le groupe franc du Puy dirigé par Lucien Volle. Arrêté et emprisonné au Puy par la Gestapo le 2 juillet 1944, faute de preuves, il est relâché le 8 juillet suivant. Du 17 juillet au 17 août, il participe aux évasions successives des soldats russes de la Caserne Romeuf et fournit de précieux renseignements pour la préparation de l'évasion des détenus de la prison du Puy (16 août 1944). Enfin, il participe activement à la libération du Puy, les 18 et 19 août 1944. Le Puy libéré, il part en avancement à Clermont-Ferrand, avant d'être mis à la disposition du Gouvernement militaire de la zone française d'occupation (contrôle de la sûreté) en qualité d'attaché de 1ere classe par le ministère de l'Intérieur à compter du 1er janvier 1946. Puis, le 1er avril suivant, il est admis dans le cadre temporaire des personnels du Commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes en qualité d'attaché de 2e classe et part alors en Allemagne comme officier de sécurité avec le grade de lieutenant. Le 1er juillet 1951, il est nouveau nommé au Puy à la sûreté du commissariat de police. Il prend sa retraite le 4 avril 1971 et décède à Vals-près-Le Puy le 19 septembre 2010 à l'âge de 92 ans.

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Médaille de la Résistance française (décret du 25 avril 1946) ; croix du combattant volontaire de la Résistance ; croix du combattant 39-45 ; médaille commémorative française de la guerre 39-45 avec barrette « France – Libération » ; membre des FFC.

- **PERREAU André, Ernest, Marie (Sous-brigadier)**

Photo d'André Perreau (archives Irène Perreau)

Né le 1er aout 1917 à Saint-Symphorien (Indre-et-Loire), André Perreau est engagé militaire pour trois ans au 66e Régiment d'artillerie divisionnaire indigène nord-africain, avant d'être nommé, à compter du 15 août 1939, comme brigadier-chef au 86e Régiment d'artillerie du Levant, versé au 2e Régiment d'artillerie métropolitain du Levant à Abba du mois de juin 1940 au 23 décembre 1940, date à laquelle il est démobilisé. Le 25 décembre, il se réfugie au Puy, dans l'impossibilité de rejoindre son foyer près de Tours. À partir du 1er février 1941, il entre en qualité de gardien de la paix à la police municipale du Puy, avant de passer à la police d'Etat dans la même ville au mois de mai suivant. Entre temps, il se marie avec Mlle Yvonne Gérenton, le 8 février de la même année. De par ses nouvelles fonctions, le 5 mars 1943, il est contacté par le brigadier-chef Helten et Jean Marie Chabannes (agent de liaison de l'AS), et jusqu'au mois d'octobre 1943, grâce à des tampons du commissariat, il fabrique de fausses cartes d'identité qu'il remettait à M. Jean Rouannet (plombier au Puy) pour les réfractaires au STO. Chargé de convoyer les convois en partance pour le STO, en cours de route, il encourage nombre de jeunes à se soustraire à leur départ et les ramenait chez lui. Puis, à partir du 14 octobre 1943 et jusqu'au 13 août 1944, via Marcel Fachaux, sous le pseudonyme de « Mohamed », il intègre le Service de renseignement des MUR au sein du commissariat du Puy en fournissant de précieux renseignements. Le 6 février 1944, après avoir fait évader les deux prisonniers de la Gestapo, il est arrêté à son tour pour interrogatoire et ne fut relâché que grâce à l'intervention du commissaire Brie. Par la suite, il fut à nouveau arrêté pour le transport de numéros du journal clandestin des MUR. Le 14 août 1944, menacé d'une nouvelle arrestation imminente, il quitte son foyer et renonce à sa vie familiale pour rejoindre les résistants du groupe Lafayette stationnés à Présailles dans le maquis. C'est ce titre que le 16 août il participe avec le groupe franc du groupe Lafayette à une nouvelle évasion à la prison du Puy afin de libérer 32 résistants incarcérés, en étant désigné pour faire partie de la patrouille qui devait pénétrer la première et désarmer le poste de garde allemand et le faire prisonnier. Enfin, les 18-19 août 1944, en qualité de chef d'un groupe de 22 hommes, il participe activement à la libération du Puy toujours aux côtés des membres du groupe Lafayette. Le 25 août 1944, il est nommé chef de demi-section (22 hommes) du groupe Lafayette par Lucien Volle et c'est en cette qualité que, le 12 septembre 1944, il part avec les FFI d'Auvergne (Demi-brigade de la Haute-Loire) avec la 1ère cie du groupe Lafayette pour la zone des armées afin d'être incorporé dans l'armée régulière. Or, le 2 octobre 1944, à Vielverge (Côte-d'Or) en vertu d'une instruction ministérielle, il est rappelé par télégramme pour rejoindre son foyer et remis à la disposition de son administration d'origine : la police d'Etat où il poursuit sa carrière par la suite. Il décès le 18 avril 1997 au Puy-en-Velay à l'âge de 79 ans.

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Croix du combattant volontaire de la Résistance ; croix du combattant 39-45 ; médaille d'argent de la Reconnaissance française au titre de la Résistance ; membre des FFI.

- **SAVANIER Gabin (Gardien de la paix)**

Photo de Gabin Savanier (archives Franck Savanier)

Né le 11 mars 1919 à Langeac (Haute-Loire), Gabin Savanier était issu d'une famille modeste de cheminots et de mineurs. Plâtrier-peintre de formation, il épouse Mlle Élise Rolland dans sa ville natale, le 17 juin 1939. Après avoir effectué son service militaire dans l'artillerie du 29 novembre 1939 au 31 mai 1942 en qualité de soldat de 2e classe, il devient gardien de la paix stagiaire au corps urbain du Puy à compter du 1er juin 1942. À ce nouveau poste, il donne de précieux témoignages à l'Etat-major des MUR dès le mois de septembre 1943. Membre à part entière du groupe Lafayette à compter du 30 mai 1944, il participe aux côtés des résistants aux combats de la libération du Puy des 18 et 19 août 1944 où il trouve la mort durant la nuit sur le Boulevard Gambetta suite à l'explosion d'un mortier les armes à la main. Il obtient la mention « Mort pour la France » à titre posthume.

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Croix de guerre 39-45 ; médaille de la Résistance française (décret du 30 septembre 2024) ; croix du combattant volontaire de la Résistance ; membre des FFI.

- **VALEZ Marceau, Frédéric, François (Sous-brigadier)**

Né le 16 juillet 1901 à Alès (Gard), par arrêté du préfet du Rhône du 11 août 1926, il est nommé gardien de la paix de la police d'État de l'agglomération lyonnaise. Rappelé à l'activité le 21 mars 1940, il sert dans l'infanterie avant d'être démobilisé et renvoyé dans ses foyers le 12 juillet suivant. À la fin de l'année 1943, il est nommé sous-brigadier au commissariat de police au Puy et rejoint rapidement les rangs des MUR en rendant alors de précieux services contre l'ennemi sous le pseudonyme de « Paul ». En qualité d'agent de renseignement avec le grade d'adjudant, il est placé sous les ordres directs de Paul Becker en étant chargé de nombreuses missions de liaison. En raison de ses fonctions, il fournit de précieux renseignements qui permettent, parfois, à l'aide de son action personnelle, de soustraire au STO de jeunes gens réfractaires. À titre personnel, il participe notamment aux actions suivantes : dans la nuit du 1er au 2 octobre 1943, alors qu'il est chef de poste à la prison du Puy, il favorise l'évasion de 81 détenus politiques et n'alerte la préfecture qu'après que les trois camions emportant les évadés soient en lieu sûr ; le 10 octobre 1943, c'est grâce à la complicité de Valez et des deux gardiens sous ordres préposés à cette surveillance que l'enlèvement de l'agent William Street de l'hôpital Emile Roux peut avoir lieu avec succès. Sur ordre, c'est également lui qui rejoint le commissariat pour avertir ses chefs de l'heureux résultat et informer les épouses des deux agents que leurs maris étaient en sûreté dans le maquis ; le 6 juin 1944, c'est lui qui signale au chef du service de transport des MUR – Marcel Gauttier – les lieux où étaient placés les postes de surveillance installés par l'ennemi aux abords de la ville du Puy afin d'aider les agents de liaison à franchir les barrages ; le 17 août 1944, c'est encore lui qui conduit dans un fourgon de la police, le chef départemental FFI (Gévolde) au village de Brus (commune de Ceyssac) où il est attendu afin d'échapper à la surveillance de l'ennemi ; dans la soirée du 18 août 1944, ramène Clément Charbonnier (le futur préfet) de Malrevers au Puy dans un fourgon de police où il était caché afin de lui permettre de prendre possession de son poste la veille de la libération de la préfecture ; enfin, dans la nuit du 18 au 19 août 1944, c'est encore lui qui prend l'initiative de grouper et commander 10 agents de police volontaires (dont Beaud et Savanier) pour prendre une part active aux combats de la libération à un poste avancé. Après la guerre, il continue à servir dans les rangs de la police et, en 1954, est déjà parvenu au grade de brigadier-chef au commissariat du Puy, ville dans laquelle il décède le 27 mai 1982 à l'âge de 80 ans.

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Croix combattant volontaire de la Résistance ; croix du combattant 39-45 ; membre de la RIF.

ANNEXE N°2 – RÉSISTANTS LOCAUX

- **ANDRIEUX François, Émile dit « Émile » (1884-1961)**

Photo d'Emile Andrieux (Collection musée Joseph Lhomenède de Frugières-le-Pin)

Né le 5 mars 1884 à Domeyrat (Haute-Loire). Ancien-combattant de la Grande Guerre au sein du 86e Régiment d'infanterie, puis du 17e Régiment d'artillerie et de l'Intendance Militaire, il est décoré de la croix de guerre et termine la guerre avec le grade de capitaine-gestionnaire du port d'Oran. Exerçant la profession d'industriel en dentelle, directeur général de la Société « Le Fuseau » au Puy au début de la Seconde Guerre mondiale, il est mobilisé le 25 mai 1939 en qualité gestionnaire du transit du ravitaillement général des ports de Sète et de Port-Vendres, jusqu'à sa démobilisation, le 3 août 1940. Secrétaire-membre de la Chambre de Commerce du Puy jusqu'à sa révocation par Vichy à la fin de l'année 1942, il est en parallèle juge au Tribunal de Commerce du Puy jusqu'à la tentative de son arrestation au mois de février 1944. Sous le pseudonyme de « Blaise », à l'automne 1941, il est contacté par Alfred Salvatelli, chef départemental de la Haute-Loire du mouvement Combat, et devient son adjoint en étant notamment chargé du réseau du NAP, avant de devenir chef départemental des MUR à partir du 1er mars 1943. Il est par la suite nommé président du CDL, le 23 décembre 1943. Après avoir échappé de peu à une arrestation de la Gestapo, le 11 février 1944, il est obligé d'entrer en clandestinité et désigne Serge Zapalski pour lui succéder le 5 mars 1944 en réorganisant l'ensemble de l'état-major départemental. Il est alors désigné par Henry Ingrand, commissaire de la République de la région de Clermont-Ferrand, pour représenter cette région à l'Assemblée consultative d'Alger, organe où il prend place le 10 mai 1944 suite à un périple accompli dans des conditions difficiles, notamment en passant par l'Espagne à la fin du mois d'avril précédent. Sur place, il se fait notamment l'un des porte-paroles de la Résistance intérieure. Ayant quitté Alger par avion le 5 septembre 1944 pour rentrer en France, il rejoint la Haute-Loire où il prend part aux travaux du CDL, mais également à ceux de l'Assemblée consultative de Paris où il reste en fonction jusqu'au 6 novembre 1944, date à laquelle il remet son mandat. Après la guerre, il devient président du Tribunal commerce du Puy à partir de 1951 et préside par ailleurs la Chambre syndicale des fabricants de dentelle mécanique du Puy. Il décède le 16 janvier 1961 à Chadrac (Haute-Loire) à l'âge de 75 ans.

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Officier de la Légion d'honneur (décret du 17 juin 1947) ; croix de guerre 39-45 avec palme ; croix de guerre 14-18 avec deux étoiles de bronze ; médaille de la Résistance française avec rosette (décret du 25 avril 1946) ; médaille des évadés ; croix du combattant volontaire de la Résistance ; croix du combattant 39-45 ; officier du mérite combattant ; membre des FFC et des FFI.

- **BECKER Paul, Bénédic (1887-1975)**

Photo de Paul Becker (SHD Vincennes, Fonds GR 16 P, dossier nominatif n°42678)

Né le 11 février 1887 à Paris (5e), Paul Becker exerce la profession de représentant de commerce lorsqu'il s'engage pour la durée de la guerre, le 12 septembre 1914. Décoré de la croix de guerre, durant l'entre-deux guerres il devient publicitaire et se marie au Puy, le 11 avril 1921, avec Mlle Gabrielle Lazare avec laquelle il aura un fils. Engagé volontaire une nouvelle fois au début de la Seconde Guerre mondiale, il participe à la campagne de France et est fait prisonnier le 23 juin 1940 avant de parvenir à s'évader. Démobilisé dès le 18 septembre, l'année suivante il est promu capitaine de réserve. Revenu en Haute-Loire, dès le mois de janvier 1941, sous les pseudonymes successifs de « Boulanger » ; « Legrand » ; puis « Benoît », il rejoint les rangs de l'Armée secrète (AS) du mouvement Combat et, au mois de novembre suivant, devient le chef du service de renseignements départemental (2e bureau) pour la Haute-Loire sous l'autorité du commandant Alfred Salvatelli. À ce titre, il est notamment chargé de la sécurité et de la protection des résistants locaux ; de l'organisation des corps francs et de la liaison avec Lyon. C'est ainsi que, lorsqu'au début de l'année 1942, le premier groupe de corps francs est créé, le capitaine Benoît en prend le commandement pour des opérations immédiates de choc et de protection, comme tous ceux qui verront le jour dans les mois qui suivent. Intégré à l'état-major des MUR lors de leur création au début de l'année 1943, il continue à exercer ses fonctions de chef du service de renseignement tout en recherchant des terrains de parachutages en qualité de chef de terrain du service atterrissages et parachutages (SAP) de la région R6, notamment pour le compte du Réseau Gallia. Recherché activement par la police allemande, il est contraint de se réfugier dans le maquis à compter du 6 juin 1944, prenant alors le commandement de deux corps-francs ; puis, le 17 juillet suivant, échappe une nouvelle fois de peu à la Milice qui tente de l'arrêter. Durant l'été 1944, en qualité d'adjoint au colonel commandant les FFI de la Haute-Loire, Serge Zapalski, il prend une part très active à tous les combats qui conduisent à la libération du département du 18 au 22 août. Le 30 novembre 1944, il est affecté au 86e RI au Puy en qualité de capitaine FFI et propulsé à la tête de la toute nouvelle direction départementale de la police créée pour l'occasion afin de maintenir l'ordre. À ce poste, il contribue intelligemment à rétablir la légalité en s'opposant personnellement à certains excès à l'encontre des anciens collaborateurs. La direction départementale de la police ayant été supprimée le 23 février 1945, il est définitivement démobilisé le 8 mars 1946 et devient par la suite, chef des sections aux affaires allemandes et autrichiennes à Paris. Il décède le 29 décembre 1975 à Paris (15e) à l'âge de 88 ans.

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Médaille de la Résistance française avec rosette (décret du 24 avril 1946) ; croix de guerre 14-18 ; croix de guerre 39-45 avec étoile de bronze ; croix du combattant volontaire de la Résistance ; croix d'honneur du mérite Franco-Britannique ; membre des FFC et des FFI.

- **BILLOT Henri, Eugène, Jean, Marie (1890-1979)**

Photo d'Henri Billot (AD 43, Fonds René Séjalon, 300 J 45)

Né le 26 août 1890 à Pleine-Fougères (Ille-et-Vilaine), Henri Billot perd ses deux parents alors qu'il n'est qu'un enfant, et grandit auprès de son tuteur légal, M. Albert Le Goff, à Versailles (Seine-et-Oise). Engagé volontaire pour cinq ans à l'âge de 18 ans à la mairie de Versailles en 1908, il est rappelé sous les drapeaux lors de la mobilisation générale du mois d'août 1914 en qualité de sergent et traverse miraculeusement tous les combats auxquels il participe, dont ceux de Verdun. Blessé et cité à plusieurs reprises pour sa bravoure, il termine la guerre avec le grade de commandant de compagnie et obtient la croix de guerre et la croix de chevalier de la Légion d'honneur (décret du 16 juin 1920). Marié avec Mlle Eva Jean à Sault (Vaucluse), le 6 juillet 1916, avec laquelle il aura un fils, les jeunes époux résident successivement dans différentes villes du Pas-de-Calais durant l'entre-deux-guerres, avant de venir s'installer au Puy au milieu des années 30, rue de Mons. Promu au grade de chef de bataillon de réserve dans l'infanterie coloniale au mois de novembre 1938, Henri Billot est rappelé sous les drapeaux en cette qualité au mois de septembre 1939 près le chef d'état-major du 53e régiment d'infanterie coloniale mixte sénégalais avant d'être démobilisé. Du 1er juillet au 30 août 1940, en qualité de commandant du camp du Barcarès (Pyrénées-Orientales) il favorise notamment le départ de volontaires vers Port-de-Bouc, lieu d'embarquement des clandestins pour Gibraltar. Exerçant alors la profession d'inspecteur départemental des assurances sociales pour le compte du ministère du Travail, il est contacté en février 1942 par des agents de l'Intelligence Service, sous le pseudonyme de « Bayard » puis de « Maison », et œuvre tout d'abord au sein de leur service de renseignement, avant d'intégrer le mouvement Combat, puis de devenir l'adjoint d'Henri Chas, chef du service « Action » des Mouvements unis de Résistance (MUR), dans le courant de l'année 1943 en opérant activement dans le secteur du Puy avec l'aide de sa femme qui lui sert souvent d'agent de liaison. Puis, suite au passage dans la clandestinité de Chas, il remplace ce dernier comme chef du service « Action » au mois d'octobre 1943, avant d'être arrêté sur dénonciation à son bureau du palais de justice, le 11 février 1944. Interrogé et torturé par la Gestapo, dès le 13 février, il est transféré à la prison militaire de Clermont-Ferrand où il est interné jusqu'au 21 juin suivant, avant d'être dirigé vers Compiègne, puis d'être déporté au sinistre camp de Dachau où il arrive le 5 juillet 1944 après un terrible voyage en compagnie du jeune Roger Cette. Transféré le 23 juillet au camp de Neckarelz, il n'est libéré que le 23 avril 1945 par les troupes américaines. Rapatrié en France le 27 avril via Spire, puis Strasbourg, il n'arrive au Puy que trois jours plus tard. Très éprouvé physiquement par son internement, il devient par la suite inspecteur principal de la Sécurité sociale et président local de la Croix-Rouge française. Il décède le 18 janvier 1979 au Puy, à l'âge de 88 ans.

<u>Distinctions honorifiques et titres de guerre :</u>

Commandeur de la Légion d'honneur (décret du 5 décembre 1957) ; croix de guerre 14-18 ; croix de guerre 39-45 avec palme ; médaille de la Résistance française avec rosette (décret du 24 avril 1946) ; croix du combattant volontaire de la Résistance ; membre de la RIF et déporté résistant.

- **CHABANNES Jean, Marie (1922-1944)**

Photo de Jean-Marie Chabannes (Lucien Volle, La singulière épopée du « Groupe Lafayette », 2004, 3e éd., p. 189).

Né le 16 février 1922 au Puy, il était célibataire et habitait chez ses parents au 14 rue Derrière Boucherie-Basse au Puy au début de la Seconde Guerre mondiale. Appelé sous les drapeaux au moment de la mobilisation, il fut renvoyé dans ses foyers le 25 décembre 1940. Il se retire alors chez ses parents et à partir de janvier 1941 travaille chez son père comme carreleur. Le 11 juin 1943 il essaye de passer la frontière franco-espagnole pour rejoindre la Résistance en Angleterre. Arrêté et blessé le 3 septembre 1943 par une balle de mitrailleuse au bras droit alors qu'il s'évade d'un train à destination de l'Allemagne en gare de Revigny (Jura), il est recueilli par M. Henri Paquat, du village de Rancourt-sur-Ornain (Meuse) où il est soigné par un médecin. Revenu au Puy, au mois de décembre 1943, il travaille alors officiellement comme chauffeur pour un primeur jusqu'au 2 juin 1944. À partir de cette date, sous le pseudonyme de « Victor », il rejoint le groupe franc formé à la demande d'Emile Andrieux, chef départemental des MUR, et composé d'une douzaine d'hommes dirigé par Lucien Volle. Il participe notamment à la spectaculaire opération d'enlèvement de la statue du Général Lafayette qui devait être fondue dans la nuit du 22 au 23 décembre 1943. Puis, l'année suivante, participe aux combats du hameau de Rossignol le 7 juin, à ceux de La Vachellerie et de Saugues 10 et 11 juin suivants. Chargé, le 3 juillet 1944, avec Robert Solvignon d'abattre le Procureur Marcel Bernard, accusé de collaboration active avec les Allemands, ils ne peuvent mener à bien leur mission et Chabannes est mortellement blessé à la tête par celui qu'il était chargé de tuer. Après la guerre il est reconnu « Mort pour la France ».

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Médaille de la Résistance française avec rosette (décret du 31 mars 1947) ; croix du combattant volontaire de la Résistance ; membre des FFI et interné résistant.

- **CHABRIER Marie, Élie, Victor, dit Élie (1894-1967)**

Photo d'Élie Chabrier (UDCVR, Témoignages de Résistants (1940-1945), Éd. Jeanne d'Arc, 2003, p. 152)

Né le 2 avril 1894 au Puy (Haute-Loire), il est entrepreneur en transport dans sa ville natale lorsqu'il est incorporé militairement le 16 novembre 1914. Il combat alors dans les rangs de la 3e compagnie du 14e Bataillon de chasseurs à pied et est blessé par un éclat d'obus à la tête le 27 juillet 1915. Évacué, il revient au combat au mois de septembre suivant et sert dans les rangs du 28e Bataillon de chasseurs à pied jusqu'au mois d'août 1918, avant de terminer la guerre au sein du 1er Groupe d'Aviation de Dijon (Côte-d'Or) et d'être démobilisé définitivement au mois de septembre 1919. Durant l'entre-deux guerres, il reprend sa profession d'entrepreneur de travaux publics. Au début de la Seconde Guerre mondiale, il est rappelé à l'activité le 3 septembre 1939 et est affecté à la 207e Compagnie d'ouvriers de renforcement à l'atelier de construction de Roanne (Loire). Démobilisé le 10 juillet 1940, il se retire au Puy et, dès la fin de l'année 1941, intègre le réseau Buckmaster sous l'autorité d'Henri Chas en étant chargé de trouver des terrains pour réceptionner des parachutages, puis de différentes missions en Lozère en collaboration avec Gilbert de Chambun du mouvement Combat ; mouvement qu'il finit par intégrer jusqu'à la fusion des MUR au début de l'année 1943. Sous le pseudonyme de « Chappert », il devient dès lors l'adjoint du colonel Lucien, chef départemental des maquis, tout en étant responsable du secteur du Puy au sein de l'Armée secrète en lien avec Jean-Pierre Perre. Ayant supervisé, puis participé à l'enlèvement de la statue du général Lafayette au Puy au mois de décembre 1943 avec près de soixante-dix autres résistants du futur groupe Lafayette, il est alors nommé chef départemental « Action » suite à l'arrestation du commandant Billot dit « Maison », le 11 février précédent. Arrêté le 11 août 1944 au Puy, il parvient à s'évader durant son transfert au Grand Hôtel Lafayette. C'est sous son autorité et celle de Jean-Pierre Perre que les différentes sections du groupe Lafayette participent activement à la libération du Puy, les 18 et 19 août 1944. Il décède au Puy, le 17 avril 1967 à l'âge de 73 ans.

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 31 mai 1947) ; Médaille militaire (décret du 23 avril 1931) ; croix de guerre 39-45 avec palme ; médaille de la Résistance française avec rosette (décret du 24 avril 1946) ; croix du combattant volontaire de la Résistance ; croix du combattant 14-18 ; membre des FFI.

- **CHARBONNIER Jean-Pierre, Clément, dit Clément (1882-1945)**[3]

Photo de Clément Charbonnier (archives Philippe Gaucher)

Né le 1er novembre 1882 à Malrevers (Haute-Loire), Clément Charbonnier perd sa mère à l'âge de huit ans. Après des études primaires à l'école de son bourg natal, il étudie au Lycée du Puy où il obtient son baccalauréat, ce qui lui permet de poursuivre des études de droit à Montpellier où il obtient sa licence en droit (1906). Devenu avoué au Puy (1911), puis juge de paix suppléant (1913), le 18 septembre 1911 il se marie à Pélussin (Loire) avec Mlle Claude Jeanne Liabeuf issue d'une famille bourgeoise très aisée dont la petite sœur, Marcelle, se mariera quelques années plus tard avec le dentellier ponot Léon Fontanille. Rappelé sous les drapeaux lors de la mobilisation générale du 2 août 1914 en qualité de maréchal des logis au 7e Régiment de cuirassiers, avant d'être promu au grade maréchal des logis chef dès le 27 novembre suivant, il est détaché par la suite comme agent de liaison au 36e Régiment d'infanterie coloniale du mois de février au mois de juin 1916. Évacué le 27 novembre 1916, puis déclaré inapte à cheval et à pied par la commission de réforme du 14 décembre 1916, il est finalement proposé pour le service auxiliaire le 13 janvier 1917 avant d'être mis en congé illimité de démobilisation le 27 février 1919. Il devient par la suite conseiller municipal de Malrevers (1908-1924), conseiller d'arrondissement (1922-1925), conseiller général sous l'étiquette radical-socialiste (1922-1937), puis maire de Malrevers (1925). Entré dans la Résistance sous le pseudonyme de « Mathurin », il s'affilie au mouvement Combat, avant d'être l'un des principaux artisans de la réunification des différentes composantes de la Résistance en Haute-Loire lors de la mise sur pied des MUR, au début de l'année 1943. Chargé de l'action politique et administrative au sein de l'état-major départemental (notamment le Noyautage des Administrations publiques – NAP), il devient également Vice-président du Comité départemental de Libération, et ses qualités reconnues lui permettent d'être retenu comme futur préfet de la Libération dès le 8 octobre 1943. Une nomination qui est confirmée le 19 août 1944 par Henry Ingrand lui-même (alors commissaire de la République de la région de Clermont-Ferrand) suite à la libération du Puy et la suspension de son prédécesseur nommé par Vichy, Jean-André Bousquet. Travailleur acharné dans un contexte politique brûlant, il ne reste pourtant que quelques mois à ce poste jusqu'à son décès à l'âge de 62 ans, le 25 juin 1945, peu après la capitulation allemande des suites de problèmes cardiaques.

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 25 avril 1946) ; médaille de la Résistance française avec rosette (décret du 25 avril 1946) ; croix du combattant 14-18.

[3] Pour une biographie exhaustive voir : Guy Valléry, « Clément Charbonnier, préfet de la Haute-Loire à la Libération », *Histoire sociale Haute-Loire*, 2023, n°14, p. 191-218.

- **CHAS Henri, Jules, Ernest (1900-1945)**[4]

Photo d'Henri Chas (AD 43, Fonds René Séjalon, 300 J 40)

Né le 30 décembre 1900 à Armentières (Nord) dans une famille d'industriels. Alors qu'il est bachelier, il devance l'appel sous les drapeaux et s'engage pour la durée de la guerre à l'âge de 17 ans, ce qui lui permet notamment d'être décoré de la Croix de guerre et de la Military Cross. Démobilisé comme officier de réserve, il continue de s'intéresser aux questions militaires et à la pratique des cours de perfectionnement durant l'entre-deux guerres. Le 16 juillet 1929 il se marie avec la ponote Anastasie Lauze et s'installe comme agent général de la compagnie d'assurance « La Nationale » au 30 boulevard Carnot. Rappelé sous les drapeaux en 1939 comme lieutenant de réserver au 8e GRDI à Moulins, il y sert comme officier de renseignement et se distingue dans plusieurs actions au combat aux mois de mai et juin 1940, ce qui lui permet d'être décoré à nouveau de la croix de guerre avec palme et d'être cité deux fois. Démobilisé en août 1940, il rentre au Puy et reprend sa profession d'assureur. C'est l'année suivante, qu'il rentre en contact avec le service britannique de renseignement (Réseau Antoine-Ventriloquist Buckmaster) dirigé dans la région par le commandant Pierre de Vomécourt, alias « Gauthier », et qu'il prend le pseudonyme de « Charlieu », avant de se mettre en rapport avec le mouvement Combat et devenir chef de l'Armée secrète de la Haute-Loire en 1942, puis du service « Action » des MUR dans le courant de l'année 1943. Passé dans la clandestinité avec son ami Pierre Perre suite à l'évasion, le 9 octobre 1943, d'un résistant blessé à l'hôpital Emile Roux du Puy, c'est à la fin du mois de décembre suivant qu'il apprend qu'il est finalement envoyé à Limoges pour exercer les responsabilités de chef régional du service maquis pour la 5e région – R5 – (Dordogne, Corrèze, Haute Vienne, Indre), avec Pierre Perre comme adjoint sous le nom fictif d'« Hubert Coste » dans la vie civile. Nommé chef des Corps francs de la Libération de cette même 5e région au mois de mai 1944, il étend également son action dans la Creuse, département où il est finalement arrêté le 22 juillet de la même année à Vieilleville. Emprisonné à Clermont-Ferrand, il est finalement déporté le 20 août 1944 à destination de Dachau, avant d'être transféré à Neuengamme, le 6 septembre 1944, où il meurt lors de l'évacuation du camp, le 11 avril 1945. Après la guerre, il est reconnu « Mort pour la France » et « Mort en déportation » à titre posthume.

<u>Distinctions honorifiques et titres de guerre</u> :

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 12 juin 1946) ; croix de la Libération (décret du 16 octobre 1945) ; croix de guerre 14-18 ; croix de guerre 39-45 avec palme ; médaille de la Résistance française avec rosette (décret du 24 avril 1946) ; membre des FFC et des FFI ; déporté résistant.

[4] Pour une biographie exhaustive de l'intéressé voir : Jean Bélingard, *Henri Cas, alias "Charlieu" (1900-1945). Compagnon de la Libération*, Polignac, Ed. du Roure, 2016, 239 p.

- **CHOMET Edmond, Félix, Albert (1922-1944)**

Photo d'Edmond Chomet (SHD Vincennes, Fonds GR16 P, dossier nominatif n°129381)

Né le 7 mai 1922 au Puy (Haute-Loire), Edmond Chomet fait ses études au Pensionnat Notre-Dame de France avant d'exercer la profession d'électricien. Célibataire et domicilié 3 route de Mons au Puy chez son père durant la Seconde Guerre mondiale, dès le mois de mars 1942 à son retour des Chantiers de Jeunesse, il refuse de participer au STO et entre dans la Résistance sous le pseudonyme de « Ned ». Membre du groupe franc du Puy mis sur pied au début du mois de novembre 1943 et commandé par Lucien Volle, il participe à toutes les actions connues de ce groupe. Par ailleurs, agent de liaison des chefs de l'état-major départemental des MUR, alors qu'il est en mission au Puy, il est poursuivi par un groupe de miliciens, dont l'un d'entre eux le blesse grièvement au ventre rue Porte-Aiguière, le 11 août 1944 à 16h30. Détenteur d'une fausse carte d'identité au nom de « Louis Pecard » et de 2 000 francs en liquide au moment de son arrestation, il est immédiatement transporté par la police à l'hôpital Émile Roux pour être opéré par le docteur Massardier qui ne parvient pas à le sauver. Il décède des suites de ses blessures, le 18 août 1944 à 19h30 alors que débutent les combats pour la libération du Puy. Il obtient par la suite la mention « Mort pour la France ».

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 31 mars 1947) ; médaille de la Résistance française (décret du 31 mars 1947) ; membre des FFI.

- **GIROUD André, Henri (1912-1945)**

Photo d'André Giroud (archives Henri Giroud)

Né le 6 novembre 1912 à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), André Giroud est formé à la profession de tôlier-formeur, et vient s'installer au Puy en 1930, où il se marie en 1934 avec Mlle Marie Derail avec laquelle il donnera naissance à un fils. En 1936, il s'associe avec deux compagnons de travail (Joseph Mirmand et Louis Monteilhet) pour créer une entreprise de carrosserie qu'ils exploitent ensemble. Maintenu dans la réserve en raison d'une vue moyenne au moment de la mobilisation de 1939, il reste alors seul à la tête de l'entreprise jusqu'au retour de Monteilhet et Mirmand suite à la démobilisation de 1940. Mais c'est au mois d'avril 1942 que sa vie va basculer, lorsqu'il est contacté par Alfred Salvatelli, le chef départemental du mouvement « Combat » et chef du sous-réseau « Marceau » lui-même intégré au sein du réseau de renseignement de la Résistance intérieure française (RIF) « Marco-Polo » au niveau départemental, pour venir grossir leurs rangs. C'est ainsi que Giroud, sous le pseudonyme de « Dédé », commence à effectuer des missions de renseignement d'abord de façon occasionnelle (agent P1), puis de façon permanente (agent P2) au profit de la Résistance. Faisant également œuvre de propagande par la distribution de journaux et tracts divers, il intègre en outre la section des parachutages en étant notamment présent, le 25 octobre 1942, lors de la réception d'un premier parachutage d'armes entre Brives-Charensac et Blavozy qu'il camoufle ensuite avec ses associés dans leur atelier ponot. Arrêté le 10 février 1943, très certainement sur dénonciation, Giroud et ses camarades comprennent assez rapidement que leur activité résistante est connue de la Gestapo, sachant que la découverte du dépôt d'armes dans leur atelier entraîne leur transfert de l'Hôtel Bristol du Puy au siège de la police allemande à Vichy. Battus et torturés, ils sont finalement transférés à Moulins, où André Giroud subit un sort plus rigoureux que ses camarades en étant mis au secret près d'un an, avant que tous les compagnons d'infortune ne soient transférés à Compiègne d'où ils seront déportés. C'est ainsi que le 2 janvier 1944, André Giroud part en direction du camp de Mauthausen en Autriche, entassé avec 120 autres prisonniers dans un wagon à bestiaux. Dès la fin de la quarantaine à laquelle sont astreints tous les nouveaux arrivants, André Giroud est classé ouvrier métallurgiste, puis affecté au kommando de Gusen où se trouve une usine souterraine fabricant des éléments pour les fusées V2, et où il travaille dans d'atroces conditions. Après un an de souffrance, André Giroud est totalement épuisé physiquement et inapte à travailler. Les SS décident alors de l'envoyer à la chambre à gaz, puis au four crématoire, le 22 avril 1945, quelques jours avant la libération du camp par les troupes alliées. Après la guerre il est reconnu « Mort pour la France » et « Mort en déportation ».

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 11 mars 1947) ; croix de guerre 39-45 avec étoile d'argent ; médaille de la Résistance française (décret du 11 mars 1947) ; croix du combattant volontaire de la Résistance ; membre des FFC et déporté résistant.

- **JOULIAN Jean (1888-1969)**

Photo de Jean Joulian (AD 43, Fonds René Séjalon, 300 J 45)

Né le 25 octobre 1888 à Cannes (Alpes-Maritimes), Jean Joulian se fixe au Puy durant l'entre-deux guerres où il exerce la profession de négociant en grains (principalement la lentille verte du Puy), d'abord au faubourg St-Jean, puis chemin de la Roderie à Aiguilhe, dans cette maison qui allait devenir pendant l'occupation, le PC de son activité résistante clandestine. En effet, sous le pseudonyme de « Jérôme », très tôt Joulian devient l'un des premiers éléments du réseau anglais de renseignement Buckmaster en Haute-Loire (Réseau Alexandre-Privet) et, dès le mois de janvier 1941, héberge chez lui avec la collaboration de sa seconde épouse, Marie-Louise Marty elle aussi résistante, des officiers de liaison anglais. Puis, au mois de juillet 1942, il organise un parachutage d'armes à Borne, armes qu'il camoufle longtemps sous le poulailler de sa villa à Aiguilhe, avant qu'au mois de novembre 1942, il recueille à nouveau deux officiers anglais gravement malades, qui restent quatre mois chez lui. C'est finalement, le 5 avril 1943 qu'il est arrêté par des membres de la Gestapo à la suite de l'arrestation à Lyon de deux officiers porteurs de documents le concernant et notamment de l'inventaire des armes entreposées dans sa propriété. Conduit à l'Hôtel Bristol du Puy pour interrogatoire, devant son refus obstiné de parler, il est transféré dans la nuit à L'Hôtel Terminus de Lyon où il est torturé pendant près de 72h avant d'avouer, dans la matinée du 8 avril, où sont finalement dissimulées lesdites armes dans le jardin de sa propriété. Ramené à Aiguilhe pour constater l'ampleur de la découverte en présence des autorités locales, il revoit alors son épouse qui avait elle aussi été arrêtée et qui sera détenue pendant 45 jours avant d'être finalement libérée au mois de mai suivant. Pour l'heure, les deux époux sont conduits à la prison de Montluc, avant que Jean Joulian ne soit transféré à Fresnes, du 21 mai au 11 octobre 1943, date à laquelle il est dirigé sur le camp de Mauthausen en Autriche. Ce n'est que le 5 mai 1945, après 20 mois passés dans ce camp de la mort, qu'il est libéré avant d'être rapatrié en France, le 20 mai suivant, dans un état de santé épouvantable, ne pesant plus que 43kg alors qu'à son arrestation il en pesait 102. Après être resté quelques années à Aiguilhe, il se retire définitivement dans sa villa des Issambres à Roquebrune-sur-Argens (Var), où il décède le 5 juin 1969 à l'âge de 80 ans.

<u>Distinctions honorifiques et titres de guerre</u> :

Commandeur de la Légion d'honneur (décret du 31 juillet 1959) ; (décret du 9 mai 1946) ; croix de guerre 39-45 avec palme ; médaille de la Résistance française avec rosette (décret du 25 avril 1946) ; croix du combattant volontaire de la Résistance ; membre des FFC et des FFI ; déporté résistant.

- **MERCIER Robert, Louis (1907-1984)**

Photo de Robert Mercier (SHD Vincennes, Fonds GR 16 P, dossier nominatif n°411914)

Né le 15 novembre 1907 à Moulins (Allier), il se marie le 31 octobre 1934 avec Mlle Jeanne Crépin à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). Secrétaire fédéral des jeunesses socialistes du Puy-de-Dôme de février 1930 à octobre 1933, il participe également à la même époque à la création de sections de jeunesses socialistes dans les départements de l'Allier et de la Loire. À l'expiration de son mandat, il laisse sa place à de nouveaux militants et intègre la fédération départementale de la SFIO, d'abord comme suppléant au sein des instances dirigeantes, puis comme titulaire au mois d'avril 1935. En janvier 1936, le congrès fédéral le nomme secrétaire administratif chargé de seconder le secrétaire fédéral, ce qui lui permet ainsi d'intégrer le bureau fédéral et d'être nommé secrétaire fédéral quelques années plus tard, du mois de mars 1938 jusqu'au mois de septembre 1939. Mobilisé au début de la Seconde Guerre mondiale à la Compagnie divisionnaire du génie du 1er septembre 1939 au 8 avril 1940, il est par la suite affecté à l'Ecole d'application du génie jusqu'à sa démobilisation le 20 juillet 1940. Venu habiter en Haute-Loire au mois de juin 1941, il exerce alors la profession d'ingénieur des TPE à Pinols jusqu'au mois de septembre 1942, date à laquelle il devient chef de l'arrondissement des transports du Puy. Ayant auparavant déjà rejoint le mouvement résistant Libération-Sud au mois d'avril précédent sous le pseudonyme de « Pascal », puis de « Carrier », il en devient le chef départemental au mois d'octobre suivant, avant d'entrer en contact avec les responsables départementaux des mouvements Franc-Tireur et Combat sur ordre de sa hiérarchie, en prévision de la création des MUR au début de l'année 1943. Devenu chef départemental adjoint des MUR, il devient par ailleurs responsable départemental du NAP ; organise les maquis ; participe à de nombreux coups de main et prépare la libération du département avec le concours de sa femme, elle aussi résistante. Sollicité en décembre 1943 pour occuper un poste sur le plan national, il refuse afin de ne pas désorganiser le mouvement résistant en Haute-Loire. Arrêté le 11 février 1944 suite à une dénonciation au bureau directorial de la société « Le Fuseau », il est incarcéré à la Feldgendarmerie du Puy, avant d'être transféré quelques jours plus tard à la prison militaire de Clermont-Ferrand avant son départ pour Compiègne, le 22 juin 1944. Subissant les coups de ses geôliers durant différents interrogatoires, cela lui occasionne deux fractures à la mâchoire inférieure qui lui valent son transfert à l'Hôpital de Saint-Denis, le 24 juillet 1944, où les Allemands avaient organisé une section d'internés civils juxtaposée au camp d'internement de la Légion d'honneur. Ce n'est finalement que grâce aux négociations menées par le consul de Suède à Paris, au moment où les troupes françaises et alliées pénètrent dans Paris le 24 août 1944, que la libération des internés civils français soignés dans cette section est obtenue, ce qui permet par la suite à Mercier de rejoindre le Puy, au mois de septembre 1944 et de devenir président de la délégation municipale jusqu'aux élections d'avril-mai 1945. Il décède le 23 août 1984 à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) à l'âge de 76 ans.

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 31 mai 1947) ; croix de guerre 39-45 avec palme ; médaille de la Résistance française avec rosette (décret du 24 avril 1946) ; croix du combattant volontaire de la Résistance ; croix du combattant 39-45 ; membre des FFC et des FFI ; interné résistant.

- **MEYSSONNIER Edouard, Marius (1923-2003)**

Né le 10 septembre 1923 au Puy (Haute-Loire), il est étudiant au Puy lorsqu'il part pour les Chantiers de Jeunesse du mois de juillet au mois de septembre 1943. Sous le pseudonyme d'« Hector » il rejoint alors les rangs de la Résistance et est nommé chef de camp/chef de groupe en Haute-Loire par Augustin Ollier dit « Ravel » commandant FTPF. Ayant rejoint le maquis de Chanteuges en février 1944, il est activement recherché pour ses activités clandestines et au mois de mai 1944, est obligé de quitter définitivement le département pour se réfugier en Haute Ardèche en appartenant successivement aux maquis du lac d'Issarlès et de Coucouron. Ce dernier, forme par la suite la 7102e Cie des FTPF de l'Ardèche commandée par le Lieutenant Pierre Crumière alias « Pierrot » qui participe aux combats de la libération de l'Ardèche durant tout l'été, notamment au Cheylard et à Privas. Il sert dans cette unité jusqu'au 7 septembre 1944, puis devient sous-lieutenant instructeur au sein de la 4e compagnie en prévision de la libération de Lyon. Au début de l'année suivante, il étudie à l'École de Beauvallon (Drôme), puis à l'École des cadres de Saint-Genis-Laval-Rhône, avant d'être promu sergent-chef d'active en qualité de secrétaire à la caserne Latour-Maubourg de Valence (Drôme) d'avril à juin, puis sergent – secrétaire assurant la comptabilité de la 11e compagnie au Centre d'organisation et d'instruction 114 de Sathonay (Rhône) de juillet à sa démobilisation définitive, le 22 octobre 1945. Dans les années 50, il est employé comptable et réside au lieu-dit La Violette sur le territoire de la commune du Teil (Ardèche). Il décède le 18 septembre 2003 à Marseille – 5e arrondissement (Bouches-du-Rhône) à l'âge de 80 ans.

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Membre des FFI.

- **MIRMAND Victorien, Adrien, Joseph, François dit Joseph (1899-1944)**

Photo de Joseph Mirmand (Alfred Salvatelli, Un homme enchaîné s'évade, 1959, 3e éd., p. 177)

Né le 29 août 1899 au Monastier-sur-Gazeille (Haute-Loire), il exerce la profession de tôlier spécialisé en carrosserie au moment de son incorporation au 113e Régiment d'artillerie lourde le 16 avril 1918. Il termine le premier conflit mondial en passant successivement du 121e ; au 264e et au 8e Régiment d'artillerie, avant d'être renvoyé définitivement dans ses foyers, le 21 mars 1921. Il se marie alors avec Marie Treille, couturière de profession, à Moulins (Allier) dans les années 20 avec laquelle il donne naissance une fille, avant de revenir s'installer en Haute-Loire, tout d'abord à Espaly-Saint-Marcel en 1932, puis à Chadrac, dans le quartier de la Renaissance, en 1934. Employé à la SNCF, en 1936, il décide de créer un atelier de tôlerie au Puy avec deux associés, André Giroud et Louis Monteilhet. Rappelé à l'activité le 2 septembre 1939, il est affecté à l'Entrepôt des réserves générales avant d'être dirigé sur le dépôt d'artillerie 313 de Clermont-Ferrand, puis d'être démobilisé le 10 juillet 1940, suite à la débâcle du mois de juin précédent. À cette date, il se retire à Chadrac. Il rentre dans la Résistance sous le pseudonyme de « Jo » au début de l'année 1942 au sein du mouvement Combat dans le secteur du Puy et intègre la section de parachutage du sous-réseau « Marceau ». C'est à ce titre qu'il participe à plusieurs reprises à la recherche de terrains et à la réception de parachutages (notamment celui du 25 octobre 1942), puis au transport ou encore à la distribution d'armes réceptionnées. Avec ses associés, il constitue notamment un dépôt d'armes dans leur atelier de tôlerie en plein centre du Puy. Arrêté avec ses camarades le 10 février 1943, il est lui aussi interrogé à l'hôtel Bristol du Puy avant d'être transféré au siège de la Gestapo de Vichy ; la prison de Moulins ; puis Compiègne. Il est finalement déporté, le 3 janvier 1944, à destination du camp de Sarrebruck (Allemagne), puis celui de Mauthausen en Autriche où il arrive le 12 février suivant. C'est là qu'il décède le mois suivant, le 25 mars 1944, suite aux mauvais traitements subis au cours de ses internements successifs. Après la guerre, il obtient à titre posthume les mentions « Mort pour la France » et « Mort en déportation ».

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Croix de guerre 39-45 avec étoile d'argent ; médaille de la Résistance française (décret du 11 mars 1947) ; croix du combattant volontaire de la Résistance ; membre des FFC et déporté résistant.

- **MONCHALIN Paul, Ferdinand (1904-1975)**

Né le 25 février 1904 au Puy (Haute-Loire), il se marie à Espaly-Saint-Marcel le 19 septembre 1938 avec Juliette Avit. Rappelé à l'activité le 8 janvier 1940 en qualité de soldat de 2e classe, il sert au sein du Service de Santé de la 13e Région Militaire. Démobilisé le 17 juillet 1940 après évasion du camp provisoire de prisonniers de la caserne d'Anteroche de Riom par le centre de démobilisation de Clermont-Ferrand il se retire au Puy et reprend son activité d'agent de fabriques. Sous les pseudonymes de « Joker », puis de « Bernard », à partir du mois de février 1942, par l'intermédiaire de Jean Gilibert, du service national NAP, il entre en contact avec la Résistance et devient membre du réseau NAP du mouvement Combat en Haute-Loire, avant de prendre la tête du service des Liaisons au sein de l'état-major départemental des MUR à compter du 1er mars 1943. En remplacement d'Elie Chabrier, blessé ce jour-là, il supervise notamment l'enlèvement de la statue de Lafayette dans la nuit du 22 au 23 décembre 1943, puis participe comme chef adjoint du groupe du Puy, au vol organisé par la Résistance, les 3-4 février 1943, à la Standard Française des Pétroles. Recherché activement par la Gestapo, il doit abandonner ses activités légales le 11 février 1944 et rejoint la Région R5 (Limoges) où il travaille alors sous les ordres de l'ancien chef de l'Armée Secrète de la Haute-Loire, Henri Chas, et du chef du Service national maquis, Georges-Louis Rebattet (alias « Cheval »). À ce titre, il est notamment nommé à nouveau chef du service des liaisons et chargé des déplacements pour le compte de Rebattet, entre Limoges, Lyon et Paris. C'est en cette qualité qu'il participe à toutes les opérations de l'état-major régional FFI de la Région R5. Arrêté en gare de St-Germain-des-Fossés (Allier) le 26 juillet 1944 au cours d'une liaison, il parvient néanmoins à s'évader et accomplir sa mission. À la Libération, le 20 août 1944 et jusqu'au 18 décembre 1944, il est affecté au 2e bureau du secteur de l'Indre à Châteauroux et met sur pied le bureau de sécurité départemental de l'Indre. Non volontaire pour souscrire un engagement pour la durée de la guerre, il est mis en congé le 19 février 1945 et reprend à cette époque son activité commerciale au Puy où il décède le 31 octobre 1975 à l'âge de 71 ans.

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 31 mai 1947) ; croix de guerre 39-45 avec palme ; médaille de la Résistance française avec rosette (décret du 24 avril 1946) ; croix du combattant volontaire de la Résistance ; membre des FFC et des FFI.

- **MONTEILHET Louis, Pierre (1913-1992)**

Photo de Louis Monteilhet sur sa carte de déporté résistant (archives du D.R.R. de l'ONaCVG)

Né le 4 mai 1913 à Bois-Guillaume (Seine-Maritime), Louis Monteilhet suit par la suite sa famille dans la région de Thiers, puis vient se fixer au Puy où, en 1936, il prend la tête d'une entreprise de carrosserie au Puy avec deux amis : André Giroud et Louis Monteilhet. Rappelé à l'activité le 26 août 1939 au début de la Seconde Guerre mondiale, il est affecté au 105e Bataillon de l'Air en qualité de soldat de 2e classe et ne revient au Puy que l'année suivante, suite à sa démobilisation intervenue le 15 juillet 1940. Puis, sous le pseudonyme de « Chalumeau », au mois d'août 1942, il s'engage aux côtés de ses associés au sein du sous-réseau de renseignement « Marceau » d'abord en qualité d'agent P1, puis d'agent P2, en cachant d'importants stocks d'armes chez lui et en étant, lui aussi, affecté à la section des parachutages, notamment tout ce qui avait trait à la reconnaissance de terrains *ad hoc*. Arrêté en même temps que ses camarades au siège de leur entreprise, le 10 février 1943, il subit un sort identique et après avoir été interné à Vichy, Moulins, Compiègne, il est lui aussi déporté au camp de Mauthausen en Autriche, le 3 janvier 1944. Ayant miraculeusement survécu au typhus, il est finalement libéré le 19 mai 1945, avant d'être rapatrié en France dès le 22 mai suivant, étant ainsi le seul à être revenu en vie en Haute Loire où il retrouve sa femme et sa fille. Grand invalide de guerre des suites des tortures subies et de sa déportation, il sera notamment pensionné à 100%, ce qui ne l'empêchera pas, pour autant, d'agrandir son atelier de carrosserie, et d'être connu dans le monde entier pour la fabrication de sujets de manèges en plastique. Il décède le 16 novembre 1992 au Puy-en-Velay à l'âge de 79 ans.

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Croix de guerre 39-45 avec étoile d'argent ; croix du combattant 39-45 ; croix du combattant volontaire de la Résistance ; membre des FFC et déporté résistant.

- **PAYS Jean, Marie, Pierre (1905-1988)**

Photo de Jean Pays (archives Benoît Sahuc)

Né le 3 août 1905 au Puy (Haute-Loire), il est domicilié boulevard Maréchal Fayolle au Puy et exerce la profession de négociant en quincaillerie au début de la Seconde Guerre mondiale. Rappelé à l'activité le 20 novembre 1939 en qualité de lieutenant de réserve il est affecté au dépôt d'infanterie n°133 avant d'être démobilisé le 20 juillet 1940. Marié et sans enfant, animé de sentiments patriotiques, il décide de s'engager aux côtés de la Résistance au mois de février 1943 en intégrant le groupe du mouvement Libération-Sud du Puy alors dirigé par Roger Ramey qui mourra en déportation le 17 février 1945. Agent très actif par la propagande, il devient rapidement chef de sizaine dès le mois d'avril, puis chef de trentaine pour le compte des MUR à partir du mois d'août suivant. C'est dans ces nouvelles fonctions qu'il va poursuivre le recrutement et l'organisation de plusieurs de trentaines dont il prend le commandement et avec lesquelles il conduit divers combats contre l'occupant. Nommé chef « Action » du second secteur du Puy au mois de juillet 1944, il continue de recruter des groupes de résistants dans ce secteur avant de former son propre groupe en qualité de chef de corps franc avec lequel il participe à la libération du Puy les 18-19 août 1944. C'est avec ce même groupe, qu'à l'issue des combats, il assure le maintien de l'ordre dans la ville du Puy avant de le dissoudre le 19 septembre suivant, après avoir réussi à verser tous les jeunes au groupe « Alain », puis au régiment des FFI d'Auvergne. Le même-mois, il devient adjoint de la délégation municipale présidée par Robert Mercier jusqu'aux élections d'avril-mai 1945. Créateur et président de la Foire-Exposition qui se tint pour la première fois Place Michelet au Puy en 1948, il présida également par la suite l'union départementale des combattants volontaires de la Résistance ; le comité d'activité et de liaison pour l'érection de la stèle du souvenir au Square Coiffier inaugurée le 29 avril 1973, mais également le comité du prix de la Résistance et de la déportation. Il décède le 26 mars 1988 à Roquebrune-Cap-Martin (Alpes-Maritimes) à l'âge de 82 ans.

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Officier de la Légion d'Honneur ; croix de guerre 39-45 ; médaille de la Résistance française (décret du 31 mars 1947) ; croix du combattant volontaire de la Résistance ; croix du combattant 39-45 ; membre de la RIF.

- **PERRE Honoré (1915-1977)**

Photo d'Honoré Perre (SHD Vincennes, Fonds GR 16 P, dossier nominatif n°468090)

Né le 19 mai 1915 à Coubon (Haute-Loire). Entrepreneur de charpente avec ses frères au Puy, il est rappelé à l'activité le 22 août 1939 au 38e Régiment d'infanterie en qualité de soldat de 2e classe, avant d'être affecté à la base aérienne de Cazaux, puis d'être démobilisé le 30 juillet 1940. Entré dans la Résistance sous le pseudonyme de « Parizout » grâce à son frère aîné Jean-Pierre dès le mois de novembre 1942 au sein du Réseau Antoine Buckmaster, il intègre ensuite le groupe franc du Puy au mois de novembre 1943 avec lequel il accomplit de nombreux coups de main contre les Allemands ; réceptionne des parachutages d'armes et de munitions et participe à l'enlèvement de la statue de Lafayette au Puy dans la nuit du 22 au 23 décembre 1943. Puis, en qualité de membre du groupe Lafayette, il participe successivement aux combats de Rossignol ; du réduit de Saugues, puis de la libération du Puy où il est blessé au poignet, mais où il continue néanmoins à tenir son poste à la tête de ses hommes. Ayant choisi, au début du mois de septembre, de partir en Alsace pour combattre dans la 1ère Armée du général de Lattre-de-Tassigny en qualité de chef de section au sein de la ½ brigade d'Auvergne, il tombe malheureusement malade dès le 22 octobre suivant, et doit dès lors rejoindre ses foyers définitivement. Il décède le 16 juillet 1977 au Puy à l'âge de 62 ans.

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Croix de guerre 39-45 avec étoile de vermeil ; croix du combattant volontaire de la Résistance ; croix du combattant 39-45 ; membre des FFI.

- **PERRE Romain, Jean, François, Régis (1912-1977)**

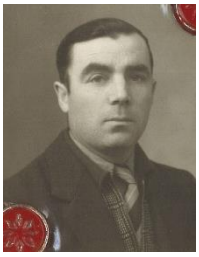

Photo de Romain Perre (SHD Vincennes, Fonds GR 16 P, dossier nominatif n° 468099)

Né le 9 juin 1912 à Coubon (Haute-Loire). Entrepreneur de charpente avec ses frères au Puy, il est rappelé à l'activité au mois de septembre 1939 avant d'être réformé le 18 décembre 1939 avec le grade de soldat de 1ère classe. Rallié à la Résistance au sein du Réseau Antoine Buckmaster dès le mois de février 1942 grâce à son frère aîné Jean-Pierre, il intègre ensuite les MUR en qualité de chef de trentaine et de membre du groupe franc du Puy formé au début du mois de novembre 1943, en déployant une grande activité résistante sous le pseudonyme de « Larave », notamment en participant à plusieurs opérations de parachutages ; de transports et de camouflages d'armes, ainsi qu'à l'enlèvement avec son frère Honoré et d'autres résistants de l'enlèvement de la statue du général Lafayette dans la nuit du 22 au 23 décembre 1943. Ayant définitivement pris le maquis le 28 mai 1944 malgré sa famille nombreuse composée de quatre enfants, il prend une part active aux combats de Rossignol ; de Saugues ; du Zouave, puis de la libération du Puy les 18-19 août 1944 en tant que chef de section. Au début du mois de septembre, il décide ensuite de partir en Alsace pour combattre dans la 1ère Armée du général de Lattre-de-Tassigny au sein de la ½ brigade d'Auvergne et ce jusqu'au 15 octobre suivant. Il décède le 27 mars 1977 au Puy à l'âge de 64 ans.

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Croix de guerre 39-45 avec étoile de bronze et étoile de vermeil ; médaille de la Résistance française (décret du 31 mars 1947) ; croix du combattant volontaire de la Résistance ; croix du combattant 39-45 ; médaille d'argent de la Reconnaissance française ; membre des FFI.

- **PESTRE Pierre (1896-1976)**

Photo de Pierre Pestre sur sa carte de CVR en 1953 (archives Daniel Rousseau)

Né le 1er mai 1896 au Puy (Haute-Loire). Entrepreneur de travaux publics au Puy de profession, il participe au premier conflit mondial en étant incorporé au 5e Régiment du génie du mois d'avril 1915 au mois de septembre 1919 comme soldat de 2e classe. Puis, rappelé à l'activité à la fin du mois d'août 1939, il est affecté à la 22 compagnie de passage au Puy avant d'être renvoyé dans ses foyers le 30 septembre suivant. Faisant par la suite modestement acte de résistance par la diffusion de tracts et caricatures dès le mois de juillet 1940, il est finalement contacté par un agent anglais de l'Intelligence Service pour intégrer le réseau Antoine Buckmaster sous le pseudonyme de « Philippe » au début du mois de décembre 1941. Assurant d'abord les liaisons entre le Puy et Lyon, il est également chargé de rechercher des terrains de parachutages et de recruter une équipe pour ces opérations. C'est ainsi qu'à la fin du mois d'août 1942, il assure le premier parachutage d'armement sur un terrain qu'il avait choisi et assure ensuite le transport, avec son fils Marcel (1923-1944), en traversant la ville du Puy jusqu'à une cache située chez les époux Joulian, avant qu'une partie ne soit transportée à Lyon par petites fractions. Puis, au cours des mois de septembre et octobre de la même année, il est envoyé en mission en Lozère pour reconnaître divers points sur les voies ferrées de Paris à Béziers et de Paris à Nîmes, de même que pour établir la liste des ouvrages d'art devant être par la suite détruits. Ses chefs ayant été arrêtés au début du mois de février 1943 à Lyon ainsi que son chef local, il décide alors de prendre contact avec le mouvement Combat qu'il intègre au début du mois de mars suivant en qualité de chef de groupe franc. Ayant appris qu'il avait été dénoncé anonymement par une lettre en date du 12 avril 1943 pour ses faits de résistance, il doit fuir en toute hâte son domicile avant l'arrivée de la Gestapo qui procède à une perquisition et à l'interrogatoire des membres de sa famille. Pour sa sécurité, il est alors envoyé rejoindre la Résistance dans l'Hérault, plus précisément dans le secteur de Mauguic où son expérience s'avère précieuse pour ses nouveaux camarades. Rappelé en Haute-Loire par Chabrier, chef départemental « Action » des MUR à l'approche du débarquement allié en Normandie, le 10 mai 1944 il est nommé par ce dernier comme chef instructeur du maquis M.P.1 (Serville) à la tête d'une unité de trente hommes dans le sous-secteur de Vorey. Il participe ainsi aux combats de Rossignol, le 7 juin 1944, avec les membres du groupe Lafayette qui se dirigent alors vers la Margeride en prévision des combats du Mont-Mouchet, puis à ceux de Saugues, les 10 et 11 juin suivants. Puis, à la fin de ces opérations, il regroupe ses hommes dans le maquis des Pandreaux dans la région de Lantriac, tandis qu'au même moment, son fils est arrêté le 3 juillet avant d'être relâché, le 11 juillet, puis de mourir trois jours plus tard au cours d'une embuscade à l'occasion de laquelle il assurait une mission de ravitaillement avec des camarades. Enfin, avec les membres de la deuxième compagnie du groupe Lafayette, il participe activement à l'attaque de la garnison allemande restée au Puy et à la libération de la ville les 18-19 août 1944. Puis, ayant été affecté à la garnison de la ville pour assurer différents services de la lace, il est mis en congé sans fixation de durée le 27 février 1945. Il décède le 30 juillet 1976 au Puy à l'âge de 80 ans.

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Croix de guerre 39-45 avec étoile de vermeil ; médaille de la Résistance française (décret du 31 mars 1947) ; croix du combattant volontaire de la Résistance ; membre des FFI.

- **SOLELHAC Eugène, Adolphe (1903-1967)**

Photo d'Eugène Solelhac (Lucien Volle, La singulière épopée du « Groupe Lafayette », 2004, 3e éd., p. 275)

Né le 9 septembre 1903 à Le Béage (Ardèche), en 1923 il effectue son service militaire au 154e Régiment d'artillerie de Grenoble, avant d'être muté au 38e Régiment d'infanterie au Puy (spécialité chef de clique) puis de passer dans la réserve (avec le grade de sergent). Il se marie au Puy, le 4 mars 1924, avec Mlle Maria Marchand avec laquelle il aura quatre enfants et s'installe dans cette ville où il exerce la profession de marchand forain – négociant – avant-guerre. Non mobilisable pour charge de famille en 1939, il entre dans la Résistance sous le pseudonyme de « Soleil » comme chef de centaine en novembre 1942 (Réseau « Marco-Polo », sous réseau « Marceau » en lien avec le mouvement Combat) en assurant alors la réception de plusieurs parachutages et de nombreuses liaisons jusqu'à Lyon, avant de participer activement à l'enlèvement de la statue de la Fayette au Puy dans la nuit du 22 au 23 décembre 1943. Perquisitionné à trois reprises et arrêté deux fois par les autorités, il est finalement obligé de quitter définitivement son domicile et ses occupations légales le 6 juin 1944. Par la suite, il participe notamment à l'enlèvement de 107 russes de la Caserne Romeuf avec le capitaine Seigle ; participe aux combats de Bains (10 août 1944) ; de Bellevue-La-Montagne (20 août 1944), puis à ceux d'Estivareilles (21-22 août 1944). Après la libération du département de la Haute-Loire, le chef départemental des FFI, le colonel Zapalski, le nomme aux fonctions de chef de corps franc (15 hommes) avec le grade de lieutenant, le 9 septembre 1944 avant qu'il ne s'engage pour la durée de la guerre au mois d'octobre suivant en étant affecté au 86e Régiment d'infanterie au Puy jusqu'au mois de mai 1945. Il décède le 27 septembre 1967 au Puy à l'âge de 64 ans.

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Croix de guerre 39-45 ; médaille de la Résistance française avec rosette (décret du 11 mars 1947) ; médaille de la Reconnaissance française ; membre des FFI.

- **ZAPALSKI Serge, Ladislas, André (1911-2001)**

Photo de Serge Zapalski (AD 43, Fonds René Séjalon, 300 J 40)

Né le 24 juin 1911 à Condat-sur-Ganaveix (Corrèze). Après avoir obtenu son baccalauréat, il suit le cursus des écoles vétérinaires et devient docteur vétérinaire. Il est nommé directeur départemental des services vétérinaires de la Haute-Loire et de la Lozère. Au moment de la mobilisation générale, il est affecté comme vétérinaire sous-lieutenant de réserve au 255e Régiment d'artillerie lourde à Orléans du 28 août au 14 octobre 1939, puis au 1er Régiment de zouaves (82e division d'infanterie nord-africaine) du 14 octobre 1939 au 16 juillet 1940. Démobilisé, il rejoint par la suite la Résistance dès le 1er août 1942 en intégrant le mouvement Combat, avant d'intégrer les MUR au cours de l'année 1943. Suite à l'arrestation manquée d'Émile Andrieux, au mois de février 1944, sous le pseudonyme de « Gévolde » il devient alors le nouveau chef départemental des MUR au début du mois suivant. Devenu commandant de l'ensemble des FFI de la Haute-Loire, le 20 mai 1944, à la tête de l'état-major départemental il supervise l'ensemble des opérations armées ayant lieu jusqu'à la libération définitive du département, notamment de nombreux accrochages qui contribuent pour partie à la reddition de la colonne allemande, partie du Puy, à Estivareilles, le 22 août 1944. Suite à cette victoire, il met notamment sur pied trois bataillons (la ½ Brigade de la Haute-Loire dite « Gévolde ») qui quittent le département au début du mois de septembre et participent notamment à la reddition allemande à St-Pierre-le-Moutier (Nièvre) quelques jours plus tard aux côtés des autres unités de la Division légère d'Auvergne ou colonne R6, puis à la campagne en Alsace. Au début du mois d'octobre suivant, il est nommé commandant de la subdivision militaire de la Haute-Loire et ce jusqu'au mois de juin de l'année suivante. Homologué au grade de lieutenant-colonel FFI, puis de vétérinaire capitaine de réserve après la guerre, à la fin des années 40, il devient directeur de la production animale de Tunisie, avant d'être affecté dans le Var en 1952. Il décède le 26 avril 2001 à Draguignan (Var).

Distinctions honorifiques et titres de guerre :

Chevalier de la Légion d'honneur (décret du 30 septembre 1947) ; croix de guerre 39-45 avec palme ; médaille de la Résistance française (décret du 6 septembre 1945) ; membre des FFI.

ANNEXE N°3 – COLLABORATEURS LOCAUX

- **BERNARD Pierre, Marcel, Barthélémy dit Marcel (1889-1945)**

Né le 1er mai 1889 à Briançon (Hautes-Alpes) durant la Seconde Guerre mondiale il exerce les fonctions de procureur de la République près le tribunal du Puy. Collaborateur zélé et sympathisant de la Milice, il est notamment victime d'une tentative d'assassinat le 3 juillet 1944, notamment par le résistant Jean, Marie Chabannes, du groupe Lafayette, qu'il parvient à désarmer et tue sur le coup. En fuite à la libération du département, il est finalement arrêté à la fin du mois d'août 1944 et reconduit avec toute sa famille en Haute-Loire où il est condamné à mort par un jugement rendu par la Cour de Justice du Puy en date du 26 avril 1945, avant d'être fusillé le 12 juin suivant à la Poudrière de Grouet à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) à 6h45 par une formation FFI.

- **BRIVES Georges (1897-1944)**

Né en 1897 à Saint-Étienne (Loire), il exerce la profession de négociant au Puy. Membre du Parti Populaire Français de Jacques Doriot, l'un des deux principaux partis collaborationnistes entre 1940 et 1944, en 1943 il intègre également les rangs de la Milice. Lors de la retraite de la garnison allemande du Puy, le 18 août 1944, il suit la colonne qui sera finalement arrêtée par les FFI à Estivareilles (Loire) le 22 août suivant. Il est condamné à mort par la Cour Martiale formée par les FFI au Puy le 4 septembre suivant et fusillé le lendemain. Sa fille et son fils – cités dans le rapport du commissaire Brie – respectivement âgés de 21 et 18 ans et qui avaient suivi leur père dans la voie de la collaboration – sont quant à eux condamnés à trois ans de prison et à l'indignité nationale le même jour.

- **GUICHARD Jean, Baptiste (1890-1944)**

Né le 15 octobre 1890 à Saint-Didier-en-Velay (Haute-Loire), pendant la Grande Guerre il est mobilisé du mois de mai 1917 au 10 août 1919. Durant la Seconde Guerre mondiale, il exerce la profession de voyageur de commerce domicilié à Firminy (Loire). Devenu chef « Action » de la Milice de la Haute-Loire, il était connu pour ses actes de cruauté lorsqu'il interrogeait des résistants arrêtés. Lors de la retraite de la garnison allemande du Puy, le 18 août 1944, il suit la colonne qui sera finalement arrêtée par les FFI à Estivareilles (Loire) le 22 août suivant. Condamné à mort avec son épouse par la Cour Martiale formée par les FFI au Puy, ils sont fusillés tous les deux le 16 septembre 1944 au terrain militaire d'Eycenac.

- **LETELLIER D'AUFRESNE Paul, Pierre, Frédéric, Léon (1895-1988)**

Né le 24 août 1895 à Paris (6e), il exerce la profession de directeur commercial au Puy lorsqu'il devient chef départemental de la Milice suite à son implantation en février 1943. Révoqué par le chef régional Auvergne de la Milice (Jean Achon) le 18 décembre 1943, il est finalement nommé commissaire de police à Lille. Arrêté à Nancy à la Libération, il est condamné par la Cour de Justice de Riom à 15 ans de travaux forcés et à l'indignité nationale à vie. Il décède le 23 mars1988 à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne).

- **PARRAT Ferdinand (1923-1986)**

Né le 14 septembre 1923 à Vals-près-Le Puy, après huit mois d'incorporation dans un Chantier de Jeunesse, il s'engage tout d'abord dans les GMR dont il est par la suite révoqué et intègre alors la Milice comme franc-garde. Capturé une première fois par les résistants du groupe Lafayette il parvient à s'évader de Présailles où il était pourtant étroitement surveillé. À la Libération il se cache dans un centre d'accueil pour prisonniers à Lyon où il est arrêté au mois d'octobre 1944. Condamné à mort par la Cour de justice du Puy le 5 décembre 1944, sa peine est finalement commuée en prison à vie avant qu'il ne soit gracié pour aller combattre en Indochine. Revenu en Haute-Loire, il ouvre un commerce d'électro-ménager au Puy. Il meurt le 5 juillet 1986 à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) où il s'était finalement retiré.

- **TOURAUD Raymond, Fernand (1905-1944)**

Né le 29 juin 1905 à Paris (17e), au moment de la Seconde Guerre mondiale il exerce la profession de commerçant en radioélectricité au Puy. Devenu chef départemental de la Milice à partir du début de l'année 1944, il fuit le Puy avec son épouse lors du départ de la colonne allemande le 18 août 1944, avec laquelle il est arrêté le 22 août suivant à Estivareilles (Loire). Condamné à mort par la Cour Martiale formée par les FFI au Puy, il est fusillé le 16 septembre 1944 au terrain militaire d'Eycenac.